

Chers tous

Voici une réponse que j'apporte à un texte qui était visible sur le site web carib-creole et qui m'a été adressé à propos de ;

**GUADELOUPE, MARTINIQUE,  
DES SOCIÉTÉS MARQUÉES DU SCEAU DU DÉCLASSEMENT**

Malheureusement dans ce contexte de crise en Guadeloupe beaucoup de gens philosophent à propos des événements et cherchent l'apartheid là où il n'y en pas. Savent-ils du moins ce qu'est vraiment l'apartheid ou la ségrégation? (Voir la députée de Guyane Christiane Taubira qui parlait d'apartheid connoté). En fait, faire référence à l'apartheid en parlant de la situation aux Antilles est criminel et insultant pour les victimes sud-africaines de l'apartheid. De deux choses l'une soit celui qui le fait est ignorant, soit il le fait de mauvaise foi.

J'ai vécu aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe et il est tout à fait vrai plus particulièrement en Martinique qu'il existe une localité où les békés se sont installés mais il ne s'agit aucunement d'un ghetto, comme certains journalistes le précisaient. Le mot ghetto sous-entend résidence forcée, ce qui n'est nullement le cas aux Antilles où nul n'est contraint de vivre où il ne veut pas, limité dans le choix de son lieu de vie ou empêché de résider quelque part pour des raisons raciales. Il faut faire attention aux termes mal utilisés ou délibérément utilisés pour manipuler l'opinion.

La tendance générale aux Antilles aussi bien pour les communautés qu'elles soient noire, mulâtre, Indienne, métropolitaine, musulmane, juive ou chinoise est de se grouper d'abord en famille et non systématiquement par communautés ce qui entraîne soit une mixité des diverses communautés.

Compte tenu de la Géographie de l'île et de sa petitesse une concentration peut-être effective. En MARTINIQUE plus particulièrement il y a une forte densité de population à Fort de France, la principale ville, poussant celle-ci à se rapprocher de lieu de vacances, à la mer, à la montagne ou vers des communes avoisinantes afin de bénéficier de coûts moindres pour le logement ou lors d'achats de terrains. Nous retrouvons cette tendance d'immigrer vers la banlieue un peu partout. Montréal, Paris etc... En Guadeloupe le problème se pose différemment, car l'île est plus grande et il n'y a pas une forte concentration de la population dans une ville. La population est mieux répartie. Cela n'empêche pas que Monsieur tout le monde recherche un loyer ou des taxes locales moins élevées dans les communes proches des centres urbains.

Cela étant dit, et je réitère, que la petitesse de l'île et l'importance des différents groupes ethnoculturels en présences font qu'il est plus facile là bas pour un tiers venant d'ailleurs d'extrapoler vers des conclusions rapides. Il faut y avoir vécu de nombreuses années ou être un natif pour bien comprendre la complexité des choix, à la fois la gentillesse, l'hospitalité du peuple et la discordance des propos tenus en période électorale ou de grèves Toutefois, il demeure vrai, que le racisme perdure tant du côté des Blancs que des Noirs, cette question toutefois a bien évolué dans le bon sens au fil des ans.

A Montréal nous avons le même phénomène, l'immigration contribue inévitablement à des regroupements de communautés, regroupements par pays d'origine et par familles. Vais-je pour autant prétendre qu'il y a ségrégation? Ce sont les communautés qui instinctivement se regroupent? Dans le contexte de la crise en Guadeloupe il s'agit de manipulations. Dans la crise actuelle, les meneurs se sont servis d'une situation économique inacceptable pour ensuite créer une déstabilisation sociale permettant de

rejoindre le peuple par des sentiments reliés à l'orgueil et aux racines afro antillaises. La « Raison » a été complètement bannie et remplacée par un contrôle effectif de la population, à la méthode cubaine.

Après ces quelques réflexions, permettez-moi de dire que l'article ci-joint présente certaines vérités mais pour un sociologue de profession la vision socio-historique qu'il présente est surprenante et sa philosophie remplie de propos tendancieux. Désolé mais, même après 26 ans d'absence, sans toutefois perdre le contact avec mes racines, je demeure aussi lucide sinon plus que ce sociologue? Est-il d'obédience LKP? Je le crois en visionnant le site web relié à cette organisation. IL faut remarquer que les notes, de cet écrivain talentueux et habile dans l'art de décrire à sa façon les faits sont un exemple tout à fait représentatif de la manipulation sous-jacente exercée.

Les syndicalistes ont cherché à gagner l'opinion française et plus récemment celle d'Haïti. Une campagne de « salissage » laisse toujours le doute dans l'esprit de ceux qui sont le moins informés. Tous ces écrits qui circulent sont basés sur des rumeurs, sur des faits déformés. Les médias comme dans bien des cas ont aussi une grande responsabilité dans la diffusion de fausses interprétations de la réalité. Ils veulent comme toujours exploiter et interpréter des événements, des données à leur façon pour en faire des éléments chocs. S'ils se contentaient de diffuser l'information comme elle se présente, nous aurions peut-être tous moins de dialogues futiles.

J'ai été par ailleurs un des rares à parler de statistiques. Il est regrettable de constater qu'il faille maintenant recourir à des statistiques basées sur l'appartenance des différents groupes. A cet effet je voudrais d'abord confirmer que contrairement à ce que disent certains, la France a doté les Antilles d'infrastructures importantes et de qualités très appréciables aussi bien en réseau routier, électrique que dans le domaine de la santé et de l'éducation sans oublier les avantages sociaux qui font l'envie de toute la Caraïbe etc.... Le pouvoir d'achat et les avantages sociaux par rapport aux îles environnantes sont bien plus élevés aux Antilles Les Haïtiens le savent bien maintenant car les Guadeloupéens semblent s'objecter à leur entrée car il paraît que jusqu'à tout récemment il entrait en Guadeloupe plus de cent Haïtiens par jour.

La France a toujours donc investi aux Antilles. Les budgets documentaires indiquent une attribution d'au moins 17 milliards d'Euros à quoi s'ajoutent les 580 millions débloqués en relation avec les revendications actuelles. Je voudrais rappeler que le moteur de l'économie se trouve dans la fonction publique qui représente en moyenne 40 % de l'emploi total et qui reçoit, sans parler des avantages sociaux, une bonification globale d'environ 70% (soit 40% de plus dans les salaires que ceux de la Métropoles et 30% d'office d'abattement fiscal).

Cette masse salariale est représentée par quel groupe ? Quand on sait que la population blanche ne représente que 3% et qu'elle est principalement dans le secteur privé, il est donc très facile de comprendre que cette communauté ne contrôle nullement la classe politico sociale. Et, encore quelle famille implantée depuis des générations peut mesurer son % de métissage?

Si un agent public pour un même poste, en France gagne 1000 Euros, il gagnera en Guadeloupe 1400 Euros. Quant au secteur privé dans la distribution alimentaire les Békés ne détiennent que 13 % du marché Guadeloupéen et peut-être un max de 20% en Martinique. Qui donc détient les 80%?

Le drame de cette crise, c'est que;

- 1 un bon nombre d'entreprises sont sur le point de fermer et ces fermetures seront suivies

- 2 d'une augmentation substantielle du chômage et par ailleurs,
- 3 la disparité salariale de 40% entre le secteur public et privée n'aura trouvé, aucune une forme de compensation fiscale améliorée.
- 4 d'un autre côté, il y aura paraît-il une vaste consultation des DOM peut-être pour considérer la conversion des DOM en COM et pourquoi pas l'indépendance. Cette consultation augmentera-elle encore les tensions, particulièrement si la question est mal posée

Alors que la population était prise en otage, La France n'a elle pas peut-être volontairement regardé passer le Train du déclassement « collectif » ???

Salut à Tous  
Christian Martin

## **GUADELOUPE, MARTINIQUE, DES SOCIÉTÉS MARQUÉES DU SCEAU DU DÉCLASSEMENT**

par André LUCRECE

*« Je crois que la douceur spirituelle et le désintéressement  
l'emporteront sur la glotonnerie crasse d'aujourd'hui. »*

Jack London

Il est parfois cruel, mais non moins salutaire, de dire ce qui est au fondement du mouvement social actuel qui se vit, aussi bien en Guadeloupe qu'en Martinique, à la fois comme révolte et délivrance : le fait de sociétés marquées du sceau du déclassement.

Inutile le regard sur le quotidien qui mène à l'autoflagellation, stérile aussi la plainte qui n'a jamais attendri les puissants, insuffisante les solutions conçues comme uniquement techniques, certainement plus féconde la lucidité qui débusque les ressorts de ces sociétés traversées par les tentatives de toutes sortes de minoration de leur peuple, de sa créativité, voir de son génie.

En Guadeloupe comme en Martinique, voici donc ces peuples se tenant, chacun à sa manière, au principe même de la vie, enracinés dans leur révolte. Ils sentent bien, à chaque passage des portiques, à l'aéroport, au supermarché, à l'embauche dans les entreprises, jusque dans les services publics, qu'il y a quelque chose comme une minoration et une tentative de déclassement. Ils flairent bien aussi que tout cela tend vers l'inconciliable.

Et cette colère rentrée que j'évoquais naguère a fini par se crier. Depuis plus de cinq semaines en Guadeloupe, trois semaines en Martinique.

Les raisons.

D'abord un déclassement moral. A commencer par l'apathie morale de l'Etat qui n'a pas su exercer son rôle de régulateur qu'il s'est lui-même attribué, et qui se révèle être une véritable faillite. Il n'a pas su ou n'a pas voulu voir, sous les masques mondains des puissants, leur volonté de glotonnerie qui se manifeste par tous les abus que le même Etat semble vouloir aujourd'hui découvrir : marges astronomiques de la grande distribution, opacité sur la fixation des prix du carburant, abus notoires de certaines banques imposant des commissions scandaleusement élevées à leurs clients, services outrageusement chers s'agissant de la téléphonie, de l'Internet et de la télévision.

Ces excès sont d'autant plus cruels que le capitalisme joue avec ardeur sur la confusion entre désir et besoin, il s'est depuis longtemps emparé de la libido des individus pour exacerber la consommation, les persuadant que le bonheur est dans l'objet, le symbolisme des marques jouant le rôle de piège souriant.

Participe également du déclassement moral de nos sociétés, la cynique arrogance des békés récemment mise à jour dans un documentaire. Nous avons dans notre livre *Souffrance et jouissance aux Antilles* ouvert des possibilités d'inventaire de pratiques d'un autre âge, agissant lentement contre les békés eux-mêmes à l'image d'une inexorable tumeur.

Ces pratiques, qui répondent à l'idéologie rétrograde de la non mixité, prennent des formes variées dans la vie quotidienne : homogamie dite « de pureté », regroupement résidentiel, regroupements sociaux divers à l'instar de ce qui se fait aux îlets du François où leurs bateaux se retrouvent en un point précis sur la mer, regroupement religieux en l'Église de Régale à Rivière Pilote, leur capitale religieuse. Volonté donc, à l'exception rare de quelques uns, de se couper des autres, de se ghettoïser, de ségréguer.

Le tout bordé d'une très fruste illusion. Car comment peut-on penser que de tels comportements ne puissent générer, dans de si petits pays, au mieux le ressentiment, au pire la haine ? Et quel homme peut raisonnablement vivre heureux entouré de haine ?

Les békés se sont donc immoralement enfermés depuis bien longtemps dans la plus sombre des tragédies : celle de la contrition.

Et l'arrogance affichée au portail de l'Elysée et dans les couloirs de Bruxelles, où ils se livrent avec délectation à d'inconfessables confessions, ne peut susciter que de la compassion devant le pitoyable.

Ensuite, une tentative de déclassement social.

Nombre d'entreprises, notamment celles de la grande distribution débarquent, aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe, avec leurs cadres métropolitains, parfois même avec leurs caissières, c'est d'ailleurs l'une des raisons de la grève du supermarché du François, en Martinique, commencée avant même la grève générale et c'est la réalité notamment à Destrelland en Guadeloupe. Ce choix d'inscrire le recrutement dans l'emploi métropolitain a entraîné depuis quelques temps frustrations et révoltes, avant que celles-ci ne s'expriment collectivement de la part des Antillais qui ont le sentiment de vivre dans leur pays une forme de déclassement social.

Cette occultation de l'emploi antillais potentiel est d'autant plus paradoxale que plusieurs écoles aux Antilles forment des cadres commerciaux qui devraient donc tout à fait naturellement être embauchés dans ces entreprises. Nous pourrions citer plusieurs entreprises qui, sur la dizaine de cadres qui occupent ces emplois, ne comptent pas un Antillais. Or nous sommes dans des sociétés modernes qui sont passées du statut prescrit qui régissait l'individu au statut acquis délivré par les instances du savoir, écoles et universités. Le résultat est donc là : d'une part, de plus en plus de jeunes antillais diplômés, d'autre part de réelles difficultés à trouver un emploi dans leur pays. Il ne s'agit pas là d'une relation accidentelle : la logique distributive de l'emploi est désynchronisée parce que largement influencée par un passé colonial qui continue de fonctionner en traces.

De ce point de vue, la revendication du LKP qui s'énonce en « priorité d'embauche pour les guadeloupéens » ne peut émouvoir que les bonnes âmes au cerveau quelque peu pervers, embrouillées par la systématique des traits quand ils comparent avec ce qui se passe en France, qui voient partout le racisme sauf là où il faut le voir.

Le fait est que le déclassement est là, touchant surtout mais pas seulement les jeunes antillais, renvoyés à des emplois inférieurs à ceux que leur permettraient d'espérer leurs diplômes, quand ce n'est pas au chômage pur et simple. Une telle situation discriminatoire, à laquelle s'ajoute l'insuffisance de perspectives pour les jeunes sans diplôme, risque d'avoir pour conséquence de nous installer dans cette inquiétante familiarité que nos sociétés entretiennent avec le chômage qui constitue pourtant une préoccupation inabandonnable.

Dans quelle mesure ces entreprises s'investissent-elles dans cet enjeu majeur qu'est l'emploi ? Et peuvent-elles dès lors, ces entreprises non citoyennes, donner des leçons de civisme aux structures syndicales ?

Tous ces suspens, tous ces retraits par rapport à la question sociale finissent par rattraper ces oublieux opulents - ainsi que le montre le présent historique - et s'inscrivent dès lors dans les amoralités sociales de l'histoire.

Enfin une tentative de déclassement culturel.

Malgré l'indiscutable talent des metteurs en scène, des acteurs, des musiciens, des chorégraphes, des plasticiens antillais, les Antilles ne disposent plus des moyens de traduire ce talent en œuvres de civilisation dignes de ce nom. Des événements de qualité comme le Festival du Marin ou les salons internationaux du livre de Guadeloupe et de Martinique ont été rayés d'un trait.

La suppression de ces événements culturels structurants, tout comme la disparition de revues qui exprimaient la qualité de réflexion des intellectuels antillais, constituent le symptôme le plus sûr de cette dégradation. Ajoutons à cela que le Prix Carbet de la Caraïbe et des

Amériques a été relégué à Paris, comment expliquer un tel déracinement alors que la domiciliation en Guadeloupe, Martinique et Guyane par ses créateurs, les membres de la revue *Carbet*, visait à faire vivre par des conférences de jurés, d'auteurs, ou d'invités de la Caraïbe la dynamique littéraire de nos régions.

Tous ces signes, des symptômes en réalité, vont de pair avec des « coups », ce que l'on appelle aujourd'hui des « événementiels » auxquels on accorde la priorité, lesquels sont en général des manifestations relevant davantage du divertissement dans une perspective d'abêtissement.

Mais ne négligeons pas dans ce domaine le rôle joué par la DRAC, organisme d'Etat. Dans une lettre adressée à son Directeur en mars 2007, j'avais eu l'occasion de lui dire ma perception de cet organisme : la DRAC est préférentiellement sensible à tout projet qui répond au modèle européen, sans se rendre compte qu'elle officie dans une aire culturellement différente, historiquement originale, sociologiquement inédite, linguistiquement exceptionnelle, langagièrement dissidente, tant du point de vue littéraire que du parler populaire. Menant sa vie de caserne, marquée par une sorte d'enfermement culturel, coupée des réalités antillaises et inculte des cultures guadeloupéenne et martiniquaise, la DRAC fonctionne comme un magasin de fournitures de subventions, tandis que la liberté d'esprit et de création - je parle de celle des écrivains et des artistes des Antilles - lui est insupportable.

Telle est la réalité qui devrait, plus que jamais, aujourd'hui interpeller, si l'on ne veut pas que d'autres révoltes ne viennent cycliquement agiter la vie sociale antillaise. L'insistante pression des évènements invite à de nouvelles fondations de nos sociétés qu'on ne saurait priver des faits et gestes des peuples en marche vers une société décente.

André LUCRECE, sociologue, écrivain